



HOMMAGE à une personne retrouvée sans vie sur une plage, le 26 novembre 2021, place Richelieu, à Calais.

À Calais, appeler les morts par leur nom

Des migrants meurent en tentant de traverser la Manche. Le 24 novembre, ils sont 27 à s'être noyés. Un groupe de bénévoles se bat pour les identifier et leur redonner un visage.

Sur le monticule de terre, dans le carré musulman du cimetière nord de Calais (Pas-de-Calais), on aperçoit encore des empreintes de mains. Celles des personnes plus ou moins proches d'Abdallah, jeune Soudanais retrouvé noyé le 4 novembre sur la plage de Wissant et enterré le 24 novembre selon le rite musulman. L'après-midi de son enterrement, 27 corps étaient découverts par un pêcheur au large de Boulogne-sur-Mer, après le naufrage d'une embarcation partie pour les côtes anglaises. Dans le carré musulman du cimetière, une vingtaine de liserés bleus ont déjà été tracés, délimitant les futures sépultures des morts en mer.

Depuis l'été 2021, les décès n'ont cessé de s'accumuler silencieusement. Hermon. Yasser. Mohammed. Ali. Abdallah. Si l'on peut aujourd'hui les nommer, c'est grâce au travail d'un collectif, le groupe mobilisé en cas de personnes disparues ou décédées (Groupe décès). Composé de membres volontaires de plusieurs associations d'aide aux migrants à Calais, cette petite équipe bénévole se recompose lorsqu'un décès à la frontière est signalé. À chaque fois, c'est contrainte et forcée qu'elle le fait. Car ce travail d'identification, de reconstitution de morceaux de vie, est normalement du ressort de l'État. Exceptionnellement, après la découverte des 27 corps, celui-ci a pris ses responsabilités, en assumant l'identification des corps. Mais,

pour ceux qui meurent en silence, engloutis par les flots, écrasés par un camion ou percutés par un train, pas de prise en charge. La seule crainte des bénévoles du Groupe décès est de voir ces jeunes enterrés sous X dans le carré des indigents ; ils se débattent en silence pour mettre des visages sur les chiffres.

OFFRIR UNE SÉPULTURE

D'Abdallah, on ne sait pas grand-chose. Originaire de Nyala, capitale de l'État du Darfour du Sud, au Soudan, il venait d'arriver à Calais après un passage par Malte. Très pieux, étudiant en sciences islamiques, il avait 27 ans. L'âge où l'on fait des projets, où on construit les bases de sa vie. Son projet était d'aller en Angleterre. Là-bas, il n'avait vraisemblablement pas de famille. Son seul proche en Europe était Youssef, son ami d'enfance, qui réside au Mans (Sarthe). C'est à ce dernier que l'on a fait appel pour identifier Abdallah à l'institut médico-légal de Lille. Depuis, l'image du corps sans vie de son copain hante le jeune homme.

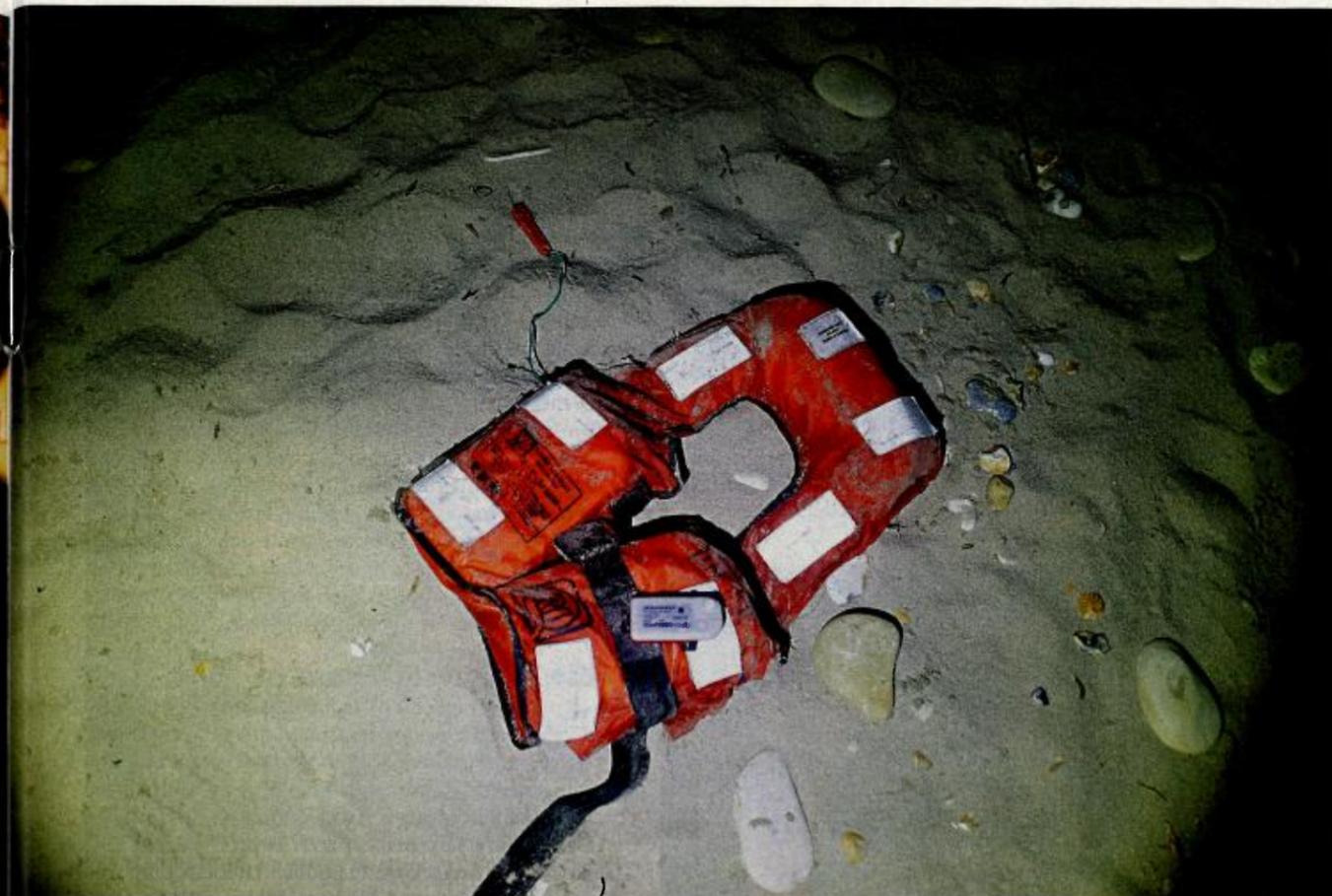
Ce matin de novembre, ils étaient cinq dans le bateau de fortune, tous soudanais et venant de la « jungle » située près du magasin Auchan de Calais. Après le



ABDALLAH avait 27 ans. Venu du Soudan, passé par Malte, il s'est noyé dans la Manche le 4 novembre 2021.

naufrage, deux ont été retrouvés en hypothermie sur la plage. Deux ont été portés disparus. Et le corps d'Abdallah, encore anonyme, retrouvé sans vie dans l'embarcation échouée sur la plage. Pour le Groupe décès, ce fut le début d'un douloureux travail d'identification. « Quand il y a un naufrage, les rescapés font parfois les démarches pour nous informer sur l'identité des noyés, explique Juliette Delaplace, chargée de mission pour l'antenne locale du Secours catholique. Mais, dans le cas d'Abdallah, les deux survivants étaient si traumatisés qu'ils n'ont pas pensé à venir vers nous. »

À chaque décès, l'équipe d'identification s'active. Partir à la recherche des rescapés dans une des quatre zones où sont rassemblées plusieurs centaines de personnes ; croiser les infos dans la presse, les témoignages des migrants, les bruits de la « jungle »... Pour Abdallah, c'est une photo circulant sur les réseaux sociaux des jeunes migrants qui leur a permis d'avancer. Une fois le défunt identifié, le Groupe décès se charge de contacter la famille, de proposer soit un rapatriement du corps, soit un enterrement à Calais, puis organise un →





AMÉNAGEMENTS visant à empêcher les associations de venir distribuer eau et nourritures aux migrants, le 26 novembre 2021.



EXPULSION d'un camp de migrants à Grande-Synthe, le 29 décembre 2020. Les tentes sont détruites et les personnes emmenées en hébergement d'urgence.



CE CAMPMENT, près d'un parking poids lourds, avait été démantelé une semaine avant le 26 novembre 2021 ; des personnes migrantes sont déjà revenues.

appel aux dons pour offrir une sépulture au mort. À cette cagnotte participent associations, Calaisiens, musulmans, chrétiens et, parfois, la famille.

« Ce n'est pas normal que ce soient les citoyens qui payent pour enterrer les victimes de la politique migratoire entre la France et le Royaume-Uni ! », s'est indignée Juliette Delaplace lors de la rencontre qui a suivi l'enterrement d'Abdallah et la découverte des 27 corps. Tous les vendredis matin, au local du Secours catholique, rue de Moscou, salariés et volontaires sont invités à ce temps de partage pour mettre des mots sur ce qu'ils vivent intérieurement. En prenant la parole, une salariée du Secours catholique craque. « Je n'ai qu'une angoisse, c'est que ces jeunes soient enterrés sous X », hoquette-t-elle. Un bénévole ajoute : « Mon cœur s'est asséché. Je ne sais plus être triste. » Depuis cet été, le Groupe décès ne s'arrête pas. Cela fait plusieurs mois que le Secours catholique a pour projet d'organiser une petite fête ; à chaque fois, un jeune est enterré le jour prévu pour les festivités...

DE PLUS EN PLUS DE TRAVERSÉES

« Ça me met en colère de faire partie de ce Groupe décès. C'est pas à nous de faire ça ! Même dans la mort, cela donne l'impression que l'État s'en moque. » Jeune diplômée de Cambridge, Elise Hagan habite, avec d'autres volontaires, dans la maison de Philippe Demeestère. Le 11 octobre 2021, ce prêtre jésuite s'est lancé, avec Anaïs Vogel et Ludovic Holbein, dans une grève de la faim pour dénoncer les conditions de vie des migrants sur le littoral. Ces traitements dégradants tendent à précipiter les départs à destination de l'Angleterre, qui font de plus en plus de victimes. « Avant Abdallah, on avait déjà eu deux décès très prenants. Trop régulièrement, la nouvelle d'un mort tombe », souffle Elise.

Ces derniers mois, l'exil prend de l'ampleur. Alors que les départs en camion par le tunnel sous la Manche étaient majoritaires il y a encore trois ans, la tendance s'est inversée : le Covid et le Brexit ont ralenti le trafic entre la France et le Royaume-Uni, des détecteurs de chaleur corporelle et de battements de cœur ont été installés, dissuadant les migrants de monter dans un véhicule. Depuis Calais ou Grande-Synthe, ils se ruent vers la Manche, dangereuse autoroute maritime chargée de cargos qui font chavirer les embarcations de fortune.

À ces conditions de survie, de plus en plus difficiles sur le littoral, s'ajoute la politique « zéro point de fixation » décidée par l'État, qui sert de prétexte à des traitements inhumains : expulsions des campements toutes les 48 heures, tentes lacérées, objets personnels confisqués, distributions de nourriture interdites par arrêté municipal dans les rues jouxtant les « jungles » improvisées, etc. « Les exilés sont traités pire que des chiens », fustigeait, en mars dernier, l'évêque d'Arras Olivier Leborgne. « Certains exilés me disent essayer



LES ASSOCIATIONS demandent l'arrêt des expulsions quotidiennes et le relogement des personnes migrantes, le 4 novembre 2021.

tous les jours de traverser, car chaque jour passé à Calais les tue un peu plus », déplore Juliette Delaplace, assise dans un canapé du local du Secours catholique. « L'autre jour, un jeune nous a dit : "Moi, je suis déjà mort." »

L'absence de voies sûres et légales d'immigration entre la France et le Royaume-Uni, et la difficulté pour les migrants d'obtenir des papiers en France les poussent aussi à faire la traversée. Le règlement de Dublin, qui impose à tout non-Européen donnant ses empreintes dans un pays de l'Union de poursuivre sa demande d'asile dans ce pays et lui seul, ralentit considérablement les procédures de demande d'asile déposées ensuite en France. « À mon arrivée à Calais en mars 2020, je croyais vraiment qu'il fallait que les gens restent, se souvient

la chargée de mission du Secours catholique. En parlant avec une personne, j'avais été convaincante et elle avait demandé l'asile en France. Aujourd'hui, ça fait un an qu'elle a entamé la procédure. Mais, à cause du règlement de Dublin, elle ne va pas pouvoir obtenir l'asile en France avant plusieurs mois. Elle est sans ressources, sans logement. Si elle part en Angleterre, je ne serai pas étonnée. »

« Ce n'est pas normal que ce soient les citoyens qui payent pour enterrer les victimes de la politique migratoire entre la France et le Royaume-Uni ! »

JULIETTE DELAPLACE, DU SECOURS CATHOLIQUE

Menacé de fermeture par la mairie pour diverses raisons, l'accueil de jour du Secours catholique est le seul encore ouvert à Calais. Trois fois par semaine, il ouvre ses portes aux migrants pour qu'ils puissent faire leur lessive, manger un sandwich, se couper les cheveux, charger leur téléphone ou tout simplement jouer au foot. Les joues creusées et rasées de près, Hassan propose de discuter dans la cour pour éviter le bruit de l'intérieur. Voilà trois ans, il a quitté

sa famille au Soudan, pour rejoindre ses oncles et ses cousins en Angleterre. « Ça fait des années que je suis loin de ma famille. Il ne me reste plus que 33 km avant de la retrouver », résume-t-il.

Bloqué à Calais depuis cinq mois, le jeune homme de 21 ans décrit la haine dont il fait l'ob-

jet, les humiliations, les insultes, les passages à tabac et les expulsions au petit matin. « Je ne voulais pas tenter la voie maritime parce que je ne sais pas nager. Mais la police nous rend la vie si difficile que tout ce que je veux, c'est partir d'ici. J'ai perdu toute confiance en moi. La seule pensée qui me maintient en vie, c'est celle de passer de l'autre côté. »

TEXTE YOUNA RIVALLAIN
PHOTOS LOUIS WITTER/LE PICTORIUM POUR LA VIE